



Assemblée générale

Soixante-dix-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale
23 mai 2023
Français
Original : anglais

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Compte rendu analytique de la 11^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 19 octobre 2022, à 15 heures

Présidence : M. Al Hassan (Oman)

Sommaire

Point 50 de l'ordre du jour : Questions relatives à l'information

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

22-23745 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 50 de l'ordre du jour : Questions relatives à l'information (A/77/21 et A/77/280)

1. **M. Nayan** (Philippines), s'exprimant en qualité de Vice-Président du Comité de l'information et présentant le rapport du Comité sur sa quarante-quatrième session (A/77/21), dit que, dans sa déclaration d'ouverture du débat général, le Président du Comité de l'information a noté que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avait montré que si les progrès technologiques permettaient la diffusion d'informations exactes, neutres et fiables, ils pouvaient aussi être utilisés pour faire courir des rumeurs, répandre la terreur voire déclencher des violences. Il était plus que jamais urgent de promouvoir les valeurs défendues par l'Organisation des Nations Unies. Le Président a salué l'action menée par le Département de la communication globale pour faire en sorte que ses produits et services soient proposés dans de nombreuses langues, tout en soulignant que des progrès restaient possibles sur la question du multilinguisme.

2. Dans sa déclaration, la Secrétaire générale adjointe à la communication globale a donné un aperçu des diverses activités menées et initiatives prises par le Département. Elle a noté que même si de plus en plus de personnes dans le monde avaient hâte de tourner la page de la pandémie, celle-ci n'était pas encore terminée. La guerre en Ukraine a mis les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies à l'épreuve comme jamais depuis la création de l'Organisation. Le Département se saisirait des problèmes en défendant le multilatéralisme et en adoptant une communication stratégique et coordonnée, axée sur le public et sur l'impact.

3. Lors de l'examen des questions de fond dont le Comité était saisi, de nombreuses délégations se sont déclarées préoccupées par la prolifération de la désinformation et de la désinformation au sujet de la pandémie de COVID-19, des changements climatiques et d'autres crises mondiales. Elles ont exprimé leur inquiétude face à la manipulation des informations sur la guerre en Ukraine pour tromper les publics, qui mettait en évidence le rôle déterminant que joue l'ONU en tant que source d'information fiable dans les six langues officielles. Des intervenants ont fait l'éloge des campagnes Ensemble seulement et Marquons une pause, toutes deux associées à l'initiative Verified lancée par le Département pour lutter contre l'infodémie relative à la COVID-19, et ont encouragé le Département à l'étendre à d'autres questions. L'information émanant de l'ONU doit être impartiale et exempt de tout parti pris. De nombreuses délégations

ont exprimé leur soutien à l'élaboration par le Département d'un code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique, conformément à la vision énoncée dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » (A/75/982).

4. Devant la montée alarmante des discours de haine, en particulier en lien avec le racisme, la discrimination fondée sur la religion et la xénophobie, un représentant a exhorté le Département à attirer l'attention sur le phénomène et à encourager les messages de tolérance, de coexistence pacifique et d'harmonie interconfessionnelle, culturelle et ethnique parmi les nations. Un autre a cité la négation de la Shoah comme exemple de demi-vérité et de désinformation, et souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour combattre l'antisémitisme. Les restrictions imposées à la liberté d'expression, qui constitue un fondement des sociétés libres dans le monde, ont également été citées parmi les sources d'inquiétude. Un intervenant a fait remarquer que la liberté d'expression ne pouvait pas être sacrifiée sur l'autel de la lutte contre la désinformation. Plusieurs représentantes et représentants ont pris note avec préoccupation de la fragilisation de la liberté d'expression et de la détérioration des conditions de travail des journalistes, en particulier de ceux qui couvraient la guerre en Ukraine. Plusieurs orateurs et oratrices ont félicité le Département qui a mis en place un programme annuel de formation des jeunes journalistes palestiniens.

5. S'agissant de la question de la fracture numérique, de nombreux représentants ont souligné qu'en dépit de l'importance croissante que revêtaient Internet, les médias sociaux et les autres outils de communication en ligne, les moyens plus traditionnels, à savoir les supports imprimés, la radio et la télévision, ne devaient pas être négligés. Les délégations ont encouragé l'Organisation à prendre des mesures pour améliorer la desserte Internet, en particulier dans les pays en développement, tout en continuant à allouer des ressources aux médias traditionnels et à s'efforcer d'améliorer l'inclusivité au moyen du sous-titrage activé à la demande et de l'interprétation en langue des signes.

6. De nombreux représentants ont salué les efforts entrepris par les centres d'information des Nations Unies pour promouvoir les mandats de l'ONU, mobiliser l'appui en faveur de ses travaux dans les langues officielles et autres et diffuser des informations aux populations les plus vulnérables pendant la pandémie. Ils ont demandé au Département de continuer de renforcer les capacités des centres d'information. Plusieurs délégations, notamment celles qui ont pris la

parole au nom de grands groupes, ont souligné qu'il importait d'intégrer systématiquement le multilinguisme dans toutes les activités menées par l'Organisation. Le fossé existant entre l'utilisation de l'anglais et celle des cinq autres langues officielles continue de se creuser et les six langues doivent être utilisées de manière équilibrée pour mieux promouvoir les activités et les priorités de l'Organisation auprès du public dans le monde. Plusieurs intervenants ont aussi mis en évidence la nécessité de produire, plutôt que de traduire, des contenus dans les six langues officielles. Des délégations ont vivement engagé le Département à étudier des modes de financement novateurs et des contributions volontaires, afin de porter au maximum les efforts de sensibilisation.

7. De nombreuses délégations ont accueilli avec satisfaction l'action menée par le Département pour élargir les partenariats avec diverses parties prenantes, dont la société civile, les médias, nouveaux et traditionnels, les établissements universitaires, les jeunes et le secteur privé, considérés comme des outils essentiels de la lutte contre la désinformation et la désinformation. Plusieurs délégations ont demandé au Département de renforcer les partenariats avec les médias sociaux qui sont utilisés à des fins de désinformation et de désinformation mais aussi pour promouvoir la violence, la haine et l'extrémisme. Nombre de délégations ont approuvé les campagnes conduites par le Département en relation avec les grandes priorités de l'Organisation.

8. Un certain nombre d'intervenantes et intervenants ont souligné que les communications devaient respecter les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. De nombreuses délégations ont loué les efforts faits par le Département pour promouvoir les opérations de maintien de la paix en mettant en avant leurs contributions.

9. En réponse aux États Membres, un représentant du Département a assuré le Comité que le Département demeurerait résolu à être la voix de l'Organisation. Il fournirait ainsi des informations exactes et à jour sur celle-ci et ferait connaître son action, tout en échangeant avec des acteurs divers et variés, guidé par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Soulignant que l'Organisation s'était donnée pour priorité de lutter contre la désinformation et la désinformation et de contrer les discours de haine, il a remercié les délégations de leur appui à l'initiative

Verified et aux campagnes Ensemble seulement et Marquons une pause. Le Département continuera de diffuser des informations scientifiquement établies propres à promouvoir le relèvement après la pandémie, tout en étendant l'initiative Verified à d'autres domaines comme les changements climatiques et les discours de haine. Le représentant du Département a pris note des suggestions faites par les États Membres pour généraliser le multilinguisme et combler le fossé numérique, et a souligné que le Département s'efforçait d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible en publiant des contenus sur diverses plateformes. Il a également souligné le rôle prépondérant joué par les centres d'information des Nations Unies pour adapter les campagnes mondiales du Département en fonction des langues et des contextes locaux.

10. **M^{me} Fleming** (Secrétaire générale adjointe à la communication globale) dit que, dans un contexte marqué par un creusement des inégalités et une polarisation sans précédent sur une planète en feu, le mandat principal du Département, qui consiste à appuyer les travaux et les objectifs de l'Organisation et à encourager les populations à se mobiliser pour agir, est d'autant plus important. L'année précédente, la communication du Département a porté sur la COVID-19, le climat et les conflits, qui sont malheureusement devenus de plus en plus fréquents en 2022. La pandémie reste une source de profonde préoccupation pour l'humanité : plus d'un quart de million de nouveaux cas sont encore recensés chaque jour, et 6,5 millions de décès ont été enregistrés dans le monde à ce jour. Dans un rapport récent, l'Organisation mondiale de la Santé a mis en garde contre la baisse des taux de dépistage et l'absence d'accès équitable aux nouveaux traitements antiviraux. La disparité entre les taux de vaccination des pays à revenu élevé et les taux de vaccination des pays à faible revenu reste alarmante, et la désinformation et la désinformation au sujet de la pandémie sont toujours très répandues. Le portail du Département consacré à la COVID-19 sur le site Web de l'Organisation demeure une des principales sources d'informations faisant autorité sur la pandémie. Le Service des informations des Nations Unies constitue encore une plateforme fiable où trouver des informations sur la santé et les conséquences socioéconomiques de la COVID-19 et d'autres épidémies émergentes, et recueille des millions de vues. Des informations scientifiques convaincantes et fondées sur les faits concernant la COVID-19 et les stratégies de lutte ont été produites et diffusées dans le cadre de la campagne Verified et de nouveaux contenus continuent d'être produits dans de nombreuses langues.

11. Les effets de la COVID-19 sur le fonctionnement du Département perdurent. Si les visites guidées ont

repris à pleine capacité dans les centres de conférence de l'Organisation à Genève, Vienne et Nairobi, elles s'effectuent toujours à capacité réduite à New York. Du fait d'inquiétudes comparables concernant les risques sanitaires, le nombre total de journalistes accrédités pour la période des réunions de haut niveau de l'Assemblée générale a été limité à environ 2 500. Dans le même temps, la plateforme d'achats United Nations Development Business, gérée par le Département, a publié quelque 368 appels d'offres et avis d'attribution relatifs à la COVID-19 pour l'achat d'une grande variété de biens, notamment de médicaments et de fournitures médicales, et pour la réalisation de travaux.

12. Les événements climatiques survenus ces derniers mois ont de nouveau montré que les changements climatiques bouleversent déjà la vie et les moyens de subsistance des populations, un phénomène confirmé par des preuves scientifiques. Le Département a mis au point, en étroite collaboration avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Conseiller spécial sur les changements climatiques du Secrétaire général, une stratégie multidimensionnelle de communication sur le climat. En substance, le Département donne la priorité aux solutions pratiques et encourage l'action individuelle. Les contenus relatifs au climat produits par l'Organisation ont suscité un intérêt particulièrement fort sur les plateformes numériques de l'Organisation, avec près d'un million de pages vues en septembre 2022 et une augmentation de la fréquentation dans les six langues officielles.

13. Les 59 centres d'information des Nations Unies du Département ont, en collaboration avec le réseau mondial des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, adapté et ajusté leurs messages et leurs contenus pour intéresser les publics locaux. Le Département a donné des moyens d'action supplémentaires aux créateurs et créatrices de contenus numériques en élaborant des lignes directrices concernant la création de contenus fiables sur l'action climatique. Ces lignes directrices ont été publiées dans huit langues sur la page Web de l'Organisation et partagées par des créateurs influents sur YouTube.

14. Le Département enverra une équipe multilingue constituée de membres du personnel du Siège de l'Organisation des Nations Unies et des centres d'information des Nations Unies à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Charm el-Cheikh (Égypte) du 6 au 20 novembre 2022. Cette équipe produira des comptes rendus en temps réel, des reportages vidéo et d'autres contenus.

15. Le déclenchement ou la résurgence de multiples guerres et conflits armés ont causé des souffrances immenses, de l'Ukraine à l'Éthiopie et à l'Afghanistan. Ces conflits ont incité le Département à activer ses procédures formelles d'intervention afférentes à la communication de crise, qui passent par la création, le cas échéant, de cellules de crise à l'échelle du système des Nations Unies visant à garantir que la communication relative à chaque crise soit coordonnée soigneusement et percutante. Les mesures prises incluent l'élaboration et le partage de messages clés, le passage en revue de la couverture médiatique, l'analyse de la mésinformation et de la désinformation et le recensement des possibilités pour l'Organisation de s'exprimer d'une seule voix. Ces cellules de crises ont été conçues pour rester souples et adapter les stratégies de communication en fonction de l'évolution des conflits. Malgré les souffrances causées par les conflits armés et les crises, le Département continue de s'employer à donner de l'espoir au public et à mettre en avant des solutions positives. Il produit par exemple des contenus optimisés pour expliquer l'incidence de l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens, en mettant notamment l'accent sur les pays qui ont reçu des livraisons de grain.

16. Le site Web multilingue du Département a été consulté plus de 100 000 fois, et parmi tous les sujets évoqués sur les comptes de médias sociaux du Département en 2022, les publications consacrées à la guerre en Ukraine continuent de figurer parmi celles qui enregistrent les taux d'interaction les plus élevés. Le Département adopte une approche moderne en matière de communication pour l'ensemble de ses activités, notamment dans le cadre des efforts qu'il entreprend en priorité pour promouvoir les objectifs de développement durable. À cet égard, il convient de citer la quatrième cohorte de Jeunes Leaders pour les objectifs de développement durable, choisis pour leur capacité d'innovation permettant de catalyser les progrès en vue de la réalisation des objectifs, et Impact universitaire, dont l'action consiste à établir un dialogue avec les universités et à créer une boîte à outils de pratiques exemplaires dans l'enseignement supérieur. En outre, l'initiative « Football for the Goals » offre une plateforme à la communauté footballistique mondiale pour s'engager et plaider en faveur des objectifs de développement durable.

17. Pour atteindre les objectifs de développement durable, « ne laisser personne de côté » ne doit pas être un simple slogan. Nombreux sont ceux qui continuent de rencontrer des difficultés lorsqu'il s'agit de récolter le fruit de leurs efforts ou d'être intégrés dans les

processus décisionnaires, ces difficultés étant aggravées par la discrimination, le racisme, l'intolérance et les discours de haine. Le Département collabore avec d'autres bureaux pour combattre ces phénomènes chroniques, par l'intermédiaire notamment de la campagne multilingue #NonÀLaHaine, qui vise à lutter contre les discours de haine. La visibilité de ses contenus est amplifiée par plus de 30 centres d'information des Nations Unies. Par ailleurs, « mettre fin au racisme » était le thème de la Journée internationale de la paix célébrée en septembre 2022. Une vidéo sur le sujet diffusant un message antiraciste a été vue plus d'un demi-million de fois sur Instagram et Twitter, et une enquête réalisée par la suite a permis d'établir que 82 % des personnes interrogées ont déclaré être dorénavant mieux informées sur ce qu'elles pouvaient faire pour combattre le racisme et promouvoir la paix. Les partenaires de proximité continuent de jouer un rôle pour amplifier les activités du Département, ce qui l'aide à atteindre des publics qu'il ne pourrait pas toucher autrement.

18. **M. Gutiérrez Segú Berdullas** (Espagne) souligne que le multilinguisme est essentiel, car une approche monolingue amoindrirait les capacités de l'Organisation. Sa délégation serait favorable à l'élaboration et à la publication de contenus originaux supplémentaires dans les six langues officielles. L'Organisation devrait montrer clairement le potentiel de son multilinguisme dans toutes ses activités, notamment en lançant de nouveaux sites Web. Au cours des deux prochaines années, l'Espagne apportera une contribution en finançant un emploi d'administrateur ou d'administratrice auxiliaire, en charge des réseaux sociaux.

19. L'Organisation célébrera sa richesse linguistique à l'occasion de la Journée de la langue anglaise et de la Journée de la langue espagnole. M. Gutiérrez Segú Berdullas demande si des dispositions ont été prises pour diffuser des informations dans les six langues officielles sur le site Web de la Télévision des Nations Unies et si des mesures ont été prévues pour remédier au fait que la chaîne YouTube de l'Organisation est pratiquement monolingue.

20. **M^{me} González López** (El Salvador) explique que la désinformation et les discours péjoratifs autour de la migration ont favorisé la discrimination et la haine raciale. Dans la Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés, les États Membres se sont engagés à éliminer toutes les formes d'intolérance systémique, y compris les discours de haine, qui engendrent des perceptions négatives de la migration et des migrants. Elle voudrait donc savoir comment le Département peut prendre part à

l'élaboration de discours plus constructifs sur la contribution des migrants en tant qu'agents du développement durable et sur leur rôle en tant que titulaires de droits.

21. L'Organisation devrait continuer de mieux faire connaître les difficultés rencontrées par les opérations de paix dans l'exécution de leur mandat, ce qui est d'autant plus important dans un contexte où des attaques regrettables, souvent motivées par une propagande anti-Organisation des Nations Unies, ont été commises contre le personnel de l'ONU sur le terrain. L'oratrice demande à savoir quels progrès ont été faits par le Département et quels défis restent à relever dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne l'inclusion de la communication stratégique dans les priorités énoncées dans l'initiative Action pour le maintien de la paix.

22. **M. Gonzato** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice) dit que les jeunes sont non seulement des utilisateurs compétents des médias sociaux, mais aussi les principaux acteurs, bénéficiaires et victimes des décisions prises par l'Organisation. Il demande donc si le Département de la communication globale a cherché des moyens de travailler en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse, qui a été créé récemment par l'Assemblée générale.

23. **M. Alvarez** (Argentine) déclare que l'Argentine et le Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies ont souligné la nécessité pour le Département de passer d'une culture de la traduction de documents à partir de l'anglais à une véritable culture du multilinguisme, qui tienne compte des spécificités propres à chaque langue à toutes les étapes de la production des contenus. Il souhaiterait recevoir davantage d'informations sur les progrès accomplis en vue de la réalisation de cet objectif et sur toute nouvelle difficulté éventuelle.

24. **M. Strzhizhovskiy** (Fédération de Russie) constate que des problèmes subsistent en ce qui concerne la disponibilité des archives dans les langues autres que l'anglais. Il est nécessaire de veiller à ce que les métadonnées soient accessibles dans toutes les langues officielles. Il souhaiterait obtenir des précisions sur l'état d'avancement de la traduction de l'interface de la Télévision des Nations Unies en ligne. Le Département a en effet déjà indiqué que le projet serait achevé en 2022, mais les sites Web concernés ne sont toujours accessibles qu'en anglais.

25. **M. Lopes da Graça** (Portugal) dit que les centres d'information des Nations Unies ont joué un rôle remarquable dans la diffusion d'informations dans plus

de 125 langues. Il demande au Département ce qu'il pense du travail accompli par les centres d'information pour améliorer la visibilité des informations produites dans des langues non officielles et de son propre travail dans les domaines couverts par le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun ». Il s'interroge également sur la manière dont le code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique et qui est en cours d'élaboration, s'inscrira dans le cadre d'autres initiatives, notamment le Sommet sur les objectifs de développement durable, le Sommet de l'avenir et le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse.

26. **M^{me} Fleming** (Secrétaire générale adjointe à la communication globale) dit que même si le Département fait de son mieux pour passer au multilinguisme dans les limites des ressources existantes et a formulé des propositions ambitieuses en ce sens dans son projet de budget, des investissements supplémentaires seront en définitive nécessaires pour parvenir à une parité et à un multilinguisme réels, ce qui s'avère malheureusement coûteux.

27. Elle remercie le Gouvernement espagnol pour le financement d'un emploi d'administrateur ou d'administratrice auxiliaire dont les tâches auront trait aux médias sociaux. Sur le sujet de l'abandon de la culture de la traduction, les équipes d'ONU Info et le personnel des centres d'information des Nations Unies produisent des contenus originaux dans leurs langues. En tant que grande organisation médiatique, ONU Info s'appuie sur des informations reçues du terrain concernant les activités de l'Organisation ainsi que les solutions trouvées et les efforts faits au niveau local pour atteindre les objectifs de développement durable. Ce modèle se distingue du mode de fonctionnement précédent, selon lequel les messages clés étaient transmis aux équipes locales par le service ONU Info, qui se trouve au Siège. Ces dernières étaient ensuite chargées d'adapter les contenus pour qu'ils soient pertinents au niveau local, notamment en les traduisant dans les langues locales.

28. Du fait de la nature des modes de fonctionnement des médias sociaux, les groupes vulnérables que sont les migrants et les réfugiés souffrent particulièrement des discours mensongers qui circulent et prennent de l'ampleur sur des médias sociaux non modérés. En réponse, le Département a pris des mesures pour renforcer sa capacité à repérer la mésinformation, la désinformation et les discours de haine, notamment en collaborant au niveau local avec des organisations spécialisées dans la vérification des faits et des universitaires. L'Organisation a le pouvoir de partager et d'amplifier des histoires mettant en lumière les

contributions des migrants et des réfugiés dans les sociétés.

29. Le Département est de plus en plus préoccupé par la multiplication des attaques contre les missions politiques et le personnel de maintien de la paix dans le monde. Ce phénomène a été attisé par les médias sociaux, où les rumeurs circulent, gagnent en crédibilité et alimentent l'hostilité. Le Département collabore avec la personne en charge de la communication stratégique du Département des opérations de paix pour surveiller la mésinformation et la désinformation et mettre au point des approches stratégiques de lutte contre ces phénomènes. La COVID-19 nous a rappelé la puissance de la communication fondée sur la peur et les conséquences potentiellement mortelles des discours mensongers. L'action de l'Organisation sur Facebook a été entravée par le fait que les institutions civiles, dont elle fait partie, ont perdu de leur influence face aux individus qui propagent des théories du complot. Compte tenu des difficultés particulières qui se posent à l'ère des médias sociaux numériques, il est d'autant plus urgent de lancer une vaste action concertée, réunissant les entités des Nations Unies, les milieux universitaires, la société civile et les États Membres, ayant pour objet l'élaboration d'un code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique. L'idée est de favoriser un espace numérique plus humain permettant de promouvoir les objectifs de développement durable.

30. Les relais d'opinion constituent un élément fondamental de la stratégie de communication du Département : ils ont des millions d'abonnés, n'ont pas été rétrogradés sur les médias sociaux, peuvent s'implanter au niveau local et sont respectés et considérés comme « authentiques » au sein de leurs propres groupes. Il ne s'agit pas nécessairement de célébrités, mais plus simplement parfois d'individus qui veulent construire un monde meilleur. S'agissant des jeunes, le Département accueille actuellement l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse dans ses locaux. Si la Secrétaire générale adjointe ne sait pas encore où le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse sera installé, elle sait cependant que les efforts faits conjointement se poursuivront pour favoriser la participation des jeunes et leur transmettre les messages de l'Organisation.

31. Le Département a reçu la demande officielle de précisions sur la question de la parité linguistique dans les archives numériques à laquelle le représentant de la Fédération de Russie fait référence. Des progrès ont été faits concernant les métadonnées, tandis que le travail du Département sur le site Web, qui devait être achevé début 2023, a été retardé à cause du système de gestion

des contenus du Secrétariat. Les sites de diffusion multilingues sur le Web devraient être tous lancés d'ici 2023.

32. La production de contenus et la communication dans ces langues, ainsi que l'utilisation des centres d'information des Nations Unies et des capacités des bureaux des coordonnateurs résidents en matière d'information sont des mesures qui seront essentielles pour renforcer la visibilité de ces langues. Pour sa part, le Département est fier des contributions précieuses des États Membres, qui lui ont permis de communiquer avec le public en portugais, en kiswahili, en hindi et en ourdou.

33. Le Département produira bientôt une note d'orientation du Secrétaire général concernant l'élaboration du code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique. Les États Membres auront alors la possibilité d'examiner ce code, et le Département pourra leur présenter l'ensemble du processus. Le Département est d'avis que les États Membres prendront acte du code de conduite à l'occasion du Sommet de l'avenir.

34. **Le Président**, en sa qualité de représentant d'Oman, voudrait savoir ce que l'Organisation a fait pour diffuser des informations sur les origines méconnues de la pandémie de COVID-19 ainsi que sur ses effets et sur l'avenir de la vaccination contre cette maladie, en particulier compte tenu du fossé qui se creuse entre les pays développés et les pays en développement en termes d'accès aux vaccins. Certaines délégations lui ont fait savoir que si elles apprécient la contribution du Département, elles constatent également que les messages de l'ONU ne traitent pas toutes les questions de la même façon. En particulier, l'Organisation devrait condamner plus vigoureusement les discours de haine, la xénophobie, l'islamophobie et les autres préjugés religieux. Même s'il faut bien admettre que les possibilités d'action de toute institution, y compris de l'ONU, sont limitées, le monde accueillerait très favorablement un engagement plus important et plus actif de la part de l'Organisation. L'argent est certes un élément central de l'équation, mais d'autres domaines d'intervention, par exemple l'établissement de relations avec les États, en particulier ceux où de tels phénomènes sont de plus en plus communs, pourraient s'avérer féconds.

35. **M^{me} Fleming** (Secrétaire générale adjointe à la communication globale) dit que les experts en matière d'attention du public ont en effet constaté qu'un grand nombre de personnes se désintéressaient de l'actualité, en raison de la lassitude liée à la COVID-19. Néanmoins, il est nécessaire de faire pression pour faire

comprendre que la pandémie n'est pas finie et qu'il faut continuer d'agir pour la combattre.

36. Si le Département s'efforce avec détermination de sensibiliser aux maux sociaux que sont le racisme, l'islamophobie et les conflits, il s'emploie aussi à diffuser des messages d'espoir et porteurs de valeurs en tant qu'antidote aux mauvaises nouvelles qui prédominent, en mettant en avant le principe que l'Organisation défend, à savoir que tous les êtres humains sont libres et égaux en dignité et en droits. Les publics sont prompts à se rallier aux mouvements qui défendent la paix, l'unité et le bien.

37. **Le Président** invite la Commission à entamer la discussion générale sur le point à l'ordre du jour.

38. **M. Akram** (Pakistan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe félicite le Département pour les mesures qu'il a prises en matière de communication stratégique globale face aux nombreuses difficultés à surmonter, notamment la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et la multiplication des conflits. Le Département doit faire de la mise en évidence des défis liés aux changements climatiques, qui font des ravages partout dans le monde, une des grandes priorités de la communication, en prenant des mesures appropriées pour favoriser une plus grande prise de conscience, au niveau mondial, du rôle du multilatéralisme et de la coordination stratégique face aux crises et aux besoins humanitaires.

39. Les informations fournies par l'ONU, qui demeure le fondement d'un monde juste et pacifique, doivent être exactes, fiables et impartiales. Le Département, pour sa part, devrait éviter de publier des dernières nouvelles et des flashes d'information. Compte tenu de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine, le Groupe encourage le Département de la communication globale à consolider les partenariats existants avec les nouveaux médias et les médias traditionnels et à en établir de nouveaux afin de lutter contre les discours de haine et de promouvoir la tolérance, la non-discrimination, le pluralisme et la liberté d'opinion et d'expression.

40. La tendance croissante à la diffusion de fausses nouvelles et à la désinformation sur les plateformes en ligne, notamment sur les médias sociaux, a été exacerbée par la pandémie de COVID-19 et par l'extrême dépendance à l'égard des technologies de l'information et de la communication, s'accompagnant de phénomènes allant des faux remèdes aux complots antivaccins. Le Groupe a donc prié instamment le Département d'intensifier son appui aux efforts faits par l'Organisation pour lutter contre la désinformation, ce

qui nécessitera de remédier aux tensions sociétales sous-jacentes, de faire progresser le respect des droits humains et de soutenir l'existence d'un espace civique et de médias pluralistes. Il faut redoubler d'efforts pour diffuser en temps voulu des informations factuelles, ciblées, claires, accessibles, multilingues et fondées sur la science sur toutes les plateformes.

41. Le Groupe se dit particulièrement préoccupé par les violences commises contre les journalistes et les membres du personnel associé et condamne fermement le meurtre de la journaliste palestinienne-chirinoise Chirine Abou Aklé. Il salue la décision prise par l'Organisation de rebaptiser le programme de formation de journalistes palestiniens de la presse écrite et audiovisuelle en son honneur.

42. Le Groupe espère que le Département accordera une attention particulière à la promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable. Compte tenu de la fracture numérique entre les États, les organisations compétentes devraient prendre des mesures pour améliorer la desserte Internet, en particulier dans les pays en développement, et corriger le déséquilibre existant afin de faire en sorte que les médias soient plus justes, plus équitables et plus impartiaux.

43. Étant donné qu'il importe d'intégrer systématiquement le multilinguisme dans toutes les activités menées par l'Organisation, le Groupe s'inquiète des disparités dans l'utilisation des langues officielles dans les supports d'information et sur les plateformes de l'ONU. Les centres d'information des Nations Unies et les bureaux de pays devraient diffuser des informations relatives aux activités de l'Organisation dans les langues locales. L'ONU doit passer d'une culture de la traduction à une culture de production de contenus dans différentes langues, conformément à la résolution récemment adoptée sur le multilinguisme (A/RES/76/268).

44. Le Groupe se félicite des campagnes menées par le Département pour mettre en valeur les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et encourage à cette fin le Département à élaborer des stratégies de communication plus intégrées. Il exhorte le Département à continuer de renforcer et de rationaliser les centres d'information des Nations Unies, en collaboration avec tous les États Membres concernés.

45. **M^{me} Chan Valverde** (Costa Rica), s'exprimant au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies, dit que la création du Groupe traduit l'attachement de ses membres aux principes de la Charte des Nations Unies afin de veiller à la pleine participation de tous les États Membres pleinement et

de protéger le multilinguisme en tant que valeur fondamentale d'un multilatéralisme efficace. Mettre en place une communication efficace dans les six langues officielles de l'Organisation n'est pas qu'une nécessité, c'est aussi une obligation. Le Groupe salue les efforts faits par le Département pour intégrer les six langues officielles dans ses méthodes de travail et publier des informations sur diverses plateformes. Toutefois, l'Organisation doit en faire davantage pour fournir, en temps voulu, des informations cohérentes à l'ensemble de son public. Par exemple, il est difficile de sensibiliser le public hispanophone à diverses questions relatives aux activités de l'Organisation, puisque les espaces virtuels pertinents ne sont accessibles qu'en anglais et en français.

46. L'objectif du Groupe est de veiller à ce que les informations relatives aux activités de l'Organisation soient autant diffusées en espagnol que dans les autres langues officielles. L'espagnol occupe après tout le quatrième rang des langues les plus parlées dans le monde, puisqu'il compte plus de 550 millions de locuteurs et est la langue maternelle de 460 millions d'entre eux. Il enregistre également une croissance rapide et occupe une place importante sur Internet, ce qui contribue au développement économique et favorise la culture et la créativité dans le monde entier. Le Secrétariat est invité à produire des contenus numériques en espagnol plutôt que de les traduire à partir d'une autre langue, afin de rendre compte de la diversité inhérente à cette langue. L'ONU doit dépasser la culture de la traduction et œuvrer à produire des contenus dans toutes ses langues officielles, conformément au principe d'égalité inscrit dans la résolution récemment adoptée sur le multilinguisme. Le Groupe souligne par ailleurs qu'il est nécessaire de recruter et de former du personnel linguistique compétent sur la base du principe de répartition géographique équitable et affichant une diversité linguistique, ethnique et culturelle. Toute lacune dans la cohérence des informations pouvant potentiellement avoir des effets négatifs sur la stratégie de communication globale, les parties prenantes doivent collaborer pour veiller à ce que la demande croissante s'accompagne de ressources suffisantes.

47. En dépit des efforts considérables faits par le Département, une hiérarchie non intentionnelle persiste entre les langues. La portée du multilinguisme est de par nature générale, puisqu'il jette les fondations d'un dialogue multilatéral basé sur le respect, l'égalité, le multiculturalisme, l'inclusion, la diversité et la paix internationale. Chacun a le droit d'être informé des objectifs, activités et réalisations de l'ONU. La communication doit par conséquent être cohérente et

refléter la diversité culturelle et linguistique de manière proportionnée. L'Organisation ne doit pas se laisser distancer : elle est actuellement exclue des débats internationaux qui se tiennent en espagnol, éloignant ainsi des centaines de millions de personnes de ses activités. Elle ne pourra atteindre ses objectifs et ne laisser personne de côté que si elle respecte les différences.

48. **M. Gonzato** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la République de Moldova et de l'Ukraine, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays participant au processus de stabilisation et d'association, ainsi que d'Andorre, de la Géorgie, de l'Islande, de Monaco et de Saint-Marin, dit que le Département est chargé d'informer tout le monde, quel que soit le pays, en ce qui concerne les travaux de l'Organisation, tout en examinant des défis interdépendants tels que la fracture numérique entre les genres, la multiplication des attaques contre la liberté d'expression et la liberté de la presse et la désinformation et la manipulation de l'information effrénées qui sont à l'origine des discours de haine et justifient la violence et l'agression militaire. L'Union européenne continuera d'appuyer l'action du Département dans tous les grands domaines d'activité de l'Organisation et se félicite que le Département fasse preuve d'une réactivité accrue dans la communication au quotidien. Sa collaboration avec des parties prenantes plus diverses, notamment avec la société civile et les jeunes, a permis d'élargir le public des différentes plateformes. Ces évolutions sont particulièrement importantes en période de crise. Il a déjà été observé que les conséquences de la pandémie ont mis en évidence qu'il était urgent d'agir, que ce soit pour garantir le plein exercice de tous les droits humains et l'égalité des genres, pour préserver le climat et l'environnement, pour réaliser les objectifs de développement durable ou pour atténuer les effets des crises politiques dans le monde. L'Union européenne accueille donc favorablement le recours à des cellules de crise au sein du Groupe de la communication des Nations Unies, qui a permis de proposer des réponses efficaces, souples et associant plusieurs départements.

49. L'agression brutale de la Russie contre l'Ukraine a bouleversé la vie non seulement du peuple ukrainien, mais aussi de millions de personnes dans le monde, frappées par l'insécurité alimentaire et l'augmentation des prix de l'énergie qui en ont découlé. L'Union européenne se félicite que le Département ait étendu ses activités, permettant ainsi de donner aux populations du monde entier des informations sur la réponse apportée

par l'ONU et la communauté internationale face à cette agression. Elle accueille également favorablement les résolutions adoptées par consensus par le Comité de l'information en 2022, notamment les références fortes aux droits humains et la ferme condamnation de toute forme de propagande qui aurait pour objet les actes d'agression ou serait utilisée à leur service.

50. La manipulation de l'information et la désinformation se sont aussi accrues dans l'enceinte de l'Organisation : depuis huit mois, la Russie propage des allégations fabriquées de toute pièce pour tenter de justifier une agression militaire contre un autre État Membre. Le Secrétaire général a fait des déclarations claires concernant les violations flagrantes de la Charte commises par la Russie. Toutes les entités des Nations Unies devraient faire référence à cette agression de manière harmonisée dans l'ensemble des communications, des rapports et des documents d'orientation. Les résolutions de l'Assemblée générale et les déclarations faites par le Secrétaire général devraient guider la terminologie utilisée par tous les organismes. Toute tentative de dissimulation de l'agression ou de l'agresseur lui-même contribue, volontairement ou non, à la diffusion des discours trompeurs de la Russie et vont à l'encontre de la position exprimée clairement par la communauté internationale.

51. Les États membres de l'Union européenne restent d'ardents défenseurs de l'initiative Verified et soutiennent son élargissement à des questions dépassant le cadre de la pandémie, par exemple les changements climatiques et les discours de haine. Ils se disent profondément préoccupés par les campagnes de mésinformation qui visent l'Organisation, notamment ses missions de maintien de la paix et son action humanitaire, et expriment leur solidarité avec les États Membres qui ont perdu du personnel de maintien de la paix à cause de ces campagnes. Des efforts supplémentaires seront nécessaires pour remédier à la mésinformation, à l'aide d'outils adaptés au contexte local tout au long du continuum de la paix. Les discussions devraient notamment porter sur les comportements responsables des États Membres concernant l'information.

52. Il est essentiel d'investir dans l'initiation, l'éducation et la sensibilisation aux médias pour améliorer la résilience et garantir que les personnes disposent des outils dont elles ont besoin pour reconnaître les situations de manipulation de l'information ou de mésinformation. L'initiation aux médias elle-même est nécessaire afin de garantir le respect des droits humains et des libertés fondamentales, notamment de la liberté d'expression. Nous devons trouver des moyens de limiter la diffusion

involontaire de mésinformation. Dans ce contexte, toutes les parties prenantes, y compris les autorités indépendantes, la société civile et le secteur privé, doivent contribuer à l'élaboration du projet de code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique. Les plateformes en ligne, en particulier, doivent en faire davantage pour s'attaquer aux contenus préjudiciables, notamment en revoyant leurs modèles d'activité, étant donné qu'elles font partie des principaux moyens de désinformation et de mésinformation non intentionnelles. L'Union européenne se tient prête à partager ses données d'expérience, notamment son Code de bonnes pratiques contre la désinformation, qui exige du secteur qu'il respecte des normes d'autorégulation pour lutter contre la désinformation et les comportements manipulateurs.

53. Compte tenu de la complexité de l'environnement informationnel, il est plus important que jamais de s'adresser aux populations dans une langue qu'elles peuvent comprendre. Ces dernières années, nous avons constaté une croissance impressionnante de l'utilisation des langues officielles et de langues non officielles sur les comptes de l'Organisation ainsi que dans ses agences et pour ses produits. Toutefois, le Département doit veiller à ce que toutes les langues officielles soient traitées de manière équitable et poursuivre ses efforts de diffusion de l'information dans les autres langues qu'il utilise.

54. L'Union européenne salue les efforts faits pour maintenir l'attention sur les changements climatiques et la biodiversité et appuie les initiatives de communication au niveau local qui permettent d'atteindre les populations du monde entier. Faire connaître les mesures prises pour atteindre les objectifs de développement durable constitue également une priorité absolue. Le Département devrait consacrer des ressources suffisantes aux processus préparatoires en prévision du forum politique de haut niveau pour le développement durable en 2023 et du Sommet de l'avenir en 2024. L'Union européenne se réjouit à la perspective d'échanger davantage avec les jeunes, qui sont des contributeurs essentiels, et accueille donc très favorablement la transformation du bureau de l'Envoyée pour la jeunesse qui a été élevé au rang de Bureau des Nations Unies pour la jeunesse. Elle soutient fermement les initiatives de communication avec l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse et les ambassadeurs et ambassadrices de bonne volonté.

55. Il est important d'améliorer la coopération numérique en préservant un espace numérique ouvert, libre et sécurisé permettant la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'Union européenne promeut une approche multipartite fondée sur les droits humains qui inclut la société civile et le secteur privé. Elle a récemment adopté le règlement sur les services numériques, un texte législatif novateur visant à créer un espace numérique plus sûr en Europe et à protéger les droits des utilisateurs. L'Union européenne s'est félicitée du retour des journalistes au Siège de l'Organisation des Nations Unies après la pandémie et de la diffusion en nombre record des sujets du service de bulletins d'information vidéo UNifeed par les radiodiffuseurs du monde entier, ce qui prouve l'intérêt accru des médias pour les activités de l'Organisation et montre que de nombreux nouveaux organes de presse dépendent de ces ressources pour assurer une telle couverture.

56. **M. Moussa** (Djibouti), s'exprimant au nom du Groupe des ambassadeurs francophones, dit que le Groupe s'efforce de veiller à la diversité dans le système multilatéral et de faire du multilinguisme une priorité constante, car il constitue une réponse salutaire à la crise que connaît le multilatéralisme. Les déficits dans la mise en œuvre intégrale du multilinguisme au sein de l'Organisation nuisent à la participation de tous les États Membres aux discussions internationales. La résolution sur le multilinguisme adoptée récemment par consensus par l'Assemblée générale a rappelé la nécessité de protéger la diversité, d'améliorer l'efficacité, la transparence et les résultats et d'instaurer un véritable dialogue entre les peuples. Le Groupe salue donc la mise à disposition, sur les sites Web et les comptes de médias sociaux de l'Organisation, de contenus multilingues et demande au Département de veiller à ce que les six langues officielles soient utilisées de manière équilibrée sur l'ensemble des sites Web du Secrétariat. L'Organisation devrait garantir l'application cohérente de normes minimales pour le multilinguisme à tous ses sites Web et rétablir le nécessaire équilibre entre les six langues dans les contenus produits pour les médias sociaux.

57. Afin d'atteindre les peuples, les contenus de communication doivent être produits dans les six langues officielles, et non pas uniquement traduits à partir de l'anglais. Le français, en particulier, est une langue parlée sur les cinq continents et une langue de travail du Secrétariat. Par ailleurs, le nombre de locuteurs francophones est en progression constante. La communication multilingue revêt une importance fondamentale dans la lutte contre la désinformation. Le Secrétariat devrait continuer à nouer des partenariats avec les initiatives francophones de lutte contre la désinformation, puisque cette dernière porte atteinte au débat démocratique et à la cohésion sociale. La plateforme francophone des initiatives de lutte contre la

désinformation (ODIL) liste ces initiatives à l'échelle de la Francophonie. Le Groupe se félicite de la couverture radiophonique multilingue de l'ONU et encourage le renforcement des moyens traditionnels de communication et les efforts déployés dans le cadre des centres d'information dans les six langues officielles de l'ONU ainsi que dans des langues locales.

58. Il est nécessaire de porter une attention particulière à la communication visuelle lors des grands événements internationaux placés sous l'égide des Nations Unies. Face à une audience internationale, il est indispensable que le matériel de communication, notamment les bannières et les vidéos, soient disponibles dans les six langues officielles. Le Groupe des Ambassadeurs francophones sait que les moyens et ressources disponibles sont limités, mais ces contraintes financières ne doivent pas empêcher l'ONU de respecter les impératifs de parité entre les langues officielles.

59. **M. Fuller** (Belize), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que la CARICOM salue le travail important fait par le Département et le réseau des centres d'information pour assurer la diffusion d'informations fondées sur les faits, fiables et exactes. Il engage vivement le Département à poursuivre son travail, non seulement en dispensant une éducation et en fournissant des informations, mais également en inspirant et en mobilisant des moyens d'action sur des questions qui intéressent le monde entier.

60. Permettre l'accès en temps voulu à des informations exactes à l'aide de réseaux de communication interconnectés et efficaces offre des possibilités d'éducation et de mobilisation transcendant les fossés géographiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. Toutefois, l'utilisation impropre et abusive de la technologie numérique et des réseaux de communication peut faire peser de graves menaces sur l'économie, la sécurité nationale, la gouvernance et la stabilité sociale. La CARICOM se dit préoccupée face à la prolifération rapide de la désinformation et de la mésinformation. Elle s'efforce de lutter contre cette tendance, qui a exacerbé les effets de la pandémie de COVID-19. Elle veille également à ce que les technologies de l'information et des communications soient gérées de manière sécurisée par l'intermédiaire de son Plan d'action sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité, qui a permis de guider et coordonner les efforts faits dans la région pour remédier aux failles de cybersécurité. Elle soutient l'extension de l'initiative Verified et des campagnes menées par les centres d'information qui y sont associées.

61. La CARICOM appuie les activités entreprises par le Département pour élaborer des principes de communication sur le climat destinés à guider les créateurs de contenus non spécialistes et à les encourager à créer des contenus intéressants et fiables. Le Département joue un important rôle de mise en valeur des progrès faits dans la réalisation des objectifs de développement durable. Il a par exemple aidé à faire connaître le Barbados Sea Turtle Project.

62. Les centres d'information ont joué un rôle majeur dans la lutte contre la COVID-19. Ils ont fait la preuve de leur utilité et de leur efficacité dans la région en appuyant les activités de communication et en aidant les bureaux des coordinatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies. La CARICOM félicite les centres d'information pour leurs activités de sensibilisation multilingue dans 125 langues supplémentaires et en braille et pour le programme d'action éducative, dont le point d'orgue a été la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves célébrée le 25 mars 2022 et dont la couverture médiatique a été assurée dans tous les centres d'information dans les six langues officielles ainsi qu'en hindi, en kiswahili et en portugais. Les activités menées par le centre d'information installé à la Trinité-et-Tobago, qui dessert des territoires anglophones et néerlandophones des Caraïbes, devraient être encore renforcées.

63. L'inclusion est essentielle pour ce qui est de veiller à ce que toutes les personnes, quelles que soient leur histoire, leur vision du monde ou leur langue, restent informées de la réalisation des objectifs de développement durable et y contribuent. Il est donc nécessaire de redoubler d'efforts pour utiliser efficacement les plateformes de communication, nouvelles et existantes. Le Département devrait explorer des mécanismes créatifs permettant de surmonter les difficultés spécifiques et d'atteindre les plus vulnérables. La CARICOM salue l'élaboration des Lignes directrices pour l'inclusion du handicap dans les communications du système des Nations Unies. Tout en reconnaissant les contraintes en matière de ressources auxquelles l'Organisation est confrontée, elle réaffirme la nécessité de faire usage de toutes les langues officielles lors des manifestations de l'ONU et de mettre en œuvre de manière cohérente le multilinguisme, notamment dans tous les centres d'information.

64. **M. Nasir** (Indonésie), s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dit que celle-ci apprécie les efforts faits de manière constante par le Département de la communication globale pour mieux faire connaître le travail et les priorités de

l'ONU, notamment la communication stratégique sur la lutte contre la pandémie, le développement durable, l'action climatique, les droits humains et la paix et la sécurité. Il est essentiel de s'attaquer à la diffusion d'informations fallacieuses ainsi qu'à la désinformation et à la mésinformation. Si rien n'est fait, elles pourraient créer un climat de méfiance, en particulier à l'égard des activités de l'Organisation. La désinformation a déjà menacé la sécurité de nombreux membres du personnel de maintien de la paix. Il est également crucial de veiller à ce qu'une vaste stratégie de communication visant à transmettre des informations sur le maintien et la consolidation de la paix soit adoptée. Le Département devrait renforcer son rôle de messenger responsable de l'ONU, qui fournit en temps voulu des informations claires, factuelles, exactes, fiables, impartiales et exhaustives. Pour améliorer l'appropriation des programmes au niveau local, il est nécessaire de tenir compte de la diversité culturelle et linguistique de la communauté mondiale dans toutes les communications et le Département devrait travailler avec l'ensemble des centres d'information des Nations Unies pour utiliser les langues locales, s'il y a lieu. Des efforts supplémentaires doivent être faits pour combler la fracture numérique entre les États Membres.

65. **M. Nayan** (Philippines) déclare que la communauté internationale doit œuvrer à promouvoir l'harmonie plutôt que la discorde, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de l'infodémie qui lui est associée. Le Département, qui veut se positionner en tant que source d'informations factuelles, impartiales et fiables faisant autorité, n'a jamais dû relever des défis aussi grands. La délégation philippine salue les efforts déployés par le Département pour défendre la cause du multilinguisme.

66. Les États Membres et les États non membres observateurs, conjointement avec les principales parties concernées, telles que la société civile, les femmes et les jeunes, le secteur privé et les médias, devraient continuer d'exploiter avec discernement le pouvoir de l'information afin de promouvoir la paix, l'intégration et le développement. Toutes les informations diffusées par l'ONU et ses organismes devraient être triangulées correctement, notamment en donnant aux États Membres la possibilité de présenter leur version des faits. Dans certains cas, des informations fournies par des tiers ou issues de sources diverses n'ont pas été suffisamment vérifiées ou corroborées, ce qui a donné lieu à des inexactitudes. Étant donné que la mésinformation est une source d'inquiétude à l'ère de la post-vérité, il est indispensable d'éviter de se retrouver dans de telles situations. Enfin, il convient de rappeler que le principal rôle de l'information est de permettre

des transformations profondes et de ne laisser personne de côté, que ce soit par l'appropriation des programmes par les pays ou au moyen d'initiatives locales.

67. **M. El Aoufir** (Maroc) estime que face à une conjoncture marquée par un large éventail de défis, tels que les pandémies, les changements climatiques et les conflits géopolitiques, les actions stratégiques engagées par le Département restent essentielles. Toute analyse de la désinformation doit être multidimensionnelle, puisque les défis inhérents à la désinformation peuvent concerner diverses questions, notamment les conflits armés, les changements climatiques et la santé publique. De nombreux débats sur la désinformation se focalisent sur le texte écrit, mais celle-ci peut également passer par des supports audiovisuels. La désinformation peut avoir divers motifs, notamment idéologiques ou commerciaux. Elle peut être exploitée pour saper la confiance dans les institutions publiques, polariser les sociétés ou exacerber les divisions sociales. Le Maroc soutient l'ensemble des actions entreprises, sous les auspices des Nations Unies, en particulier du Département, pour partager des contenus ciblés, factuels, multilingues et aisément accessibles et qui promeuvent des messages de coexistence pacifique et de tolérance culturelle et religieuse. Le Maroc continue de soutenir les actions menées par le Département pour promouvoir le développement durable et la croissance économique.

68. Le multilinguisme doit être intégré dans toutes les activités des Nations Unies, afin de promouvoir l'inclusion, la diversité et la tolérance. Le Département doit donc disposer de ressources budgétaires suffisantes pour fonctionner efficacement aux niveaux régional et international dans toutes les langues officielles. Le Maroc, reconnu comme un hub culturel, historique, économique et spirituel entre l'Afrique, l'Europe et le monde arabe, reste l'un des premiers défenseurs du multilinguisme, considéré comme un facteur d'équilibre à la fois politique et économique ainsi qu'une source de richesse culturelle.

69. **M^{me} Arias Orlowska** (République dominicaine) déclare que sa délégation se félicite que le Département ait continué d'axer ses activités sur la communication relative aux effets des changements climatiques, notamment par l'intermédiaire de la campagne de promotion de l'action climatique citoyenne « Agissons maintenant » et de partenariats avec Google et Netflix. Elle soutient l'initiative Verified, qui était à l'origine axée sur la COVID-19 mais a été étendue pour intégrer des stratégies hyperlocales et des contenus dans d'autres domaines. Elle soutient également la campagne #NonÀLaHaine, qui vise à informer les utilisateurs des réseaux sociaux sur les moyens de reconnaître les

discours de haine et de le combattre. Elle exhorte le Département à continuer d'accorder la priorité au multilinguisme dans le cadre de la production et de la diffusion de contenus.

70. **M. Pérez Ayestarán** (République bolivarienne du Venezuela) dit que la portée effective des activités du Département serait plus large si les messages étaient diffusés dans les six langues officielles. Plus de 40 ans après l'adoption de la résolution 34/182 de l'Assemblée générale sur les questions relatives à l'information, il reste beaucoup à faire pour établir un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication fondé sur un accès universel, inclusif et non discriminatoire à l'information. Un grand nombre de personnes font face à des difficultés lorsqu'il s'agit d'accéder aux technologies de l'information et des communications et la fracture numérique entre les pays du Nord et les pays du Sud continue de se creuser chaque jour. Il est nécessaire de faire des efforts concrets pour démocratiser l'accès à ces technologies, notamment à Internet, puisqu'elles pourraient contribuer à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Toutefois, cet accès est souvent entravé par l'application unilatérale de mesures coercitives, restrictives et punitives par certains gouvernements contre plus de 30 pays, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de toutes les normes du droit international. Ces prétendues sanctions contrecarrent les efforts faits au niveau international pour promouvoir la coopération numérique et la connectivité, tout en empêchant la modernisation des systèmes nationaux de télécommunication. La communauté internationale devrait prendre des mesures pour combler la fracture numérique, et le Département devrait informer sur les effets pernicioeux des sanctions unilatérales et demander qu'il y soit mis fin entièrement et immédiatement.

71. L'Organisation a fait un travail louable pour mettre en œuvre sa stratégie de communication globale et lutter contre les informations fallacieuses, la mésinformation et la désinformation, notamment par l'intermédiaire des initiatives Verified, Marquons une pause et #AloneTogether. La délégation vénézuélienne se félicite que les campagnes locales de vaccination aient été menées dans des langues non officielles. Le Département sensibilise également aux conséquences des changements climatiques et de la politique criminelle d'apartheid imposée par Israël au peuple palestinien héroïque. Le pays apprécie les efforts faits pour éliminer le colonialisme et accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

72. La délégation vénézuélienne rejette toutes les tentatives de limitation du droit inaliénable à chercher, trouver et diffuser librement des informations et des

idées, par exemple les mesures prises récemment pour censurer ou bloquer les canaux de communication, notamment sur les réseaux sociaux, pour des raisons purement idéologiques et avec l'appui des grandes entreprises qui monopolisent les modes de communication traditionnels et numériques. Ces actes d'hostilité sont commis en violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et ont entraîné le déferlement d'une vague de haine, de racisme, de xénophobie et d'intolérance. Ils visent à atteindre des objectifs d'hégémonie et de suprématie, et montrent que la liberté d'expression n'est qu'une illusion, en particulier sur les réseaux sociaux. L'intervenant dit que sa délégation salue les initiatives de promotion de nouvelles formes de communication qui sont réellement indépendantes et visent à témoigner de la réalité vécue par les pays en développement et à tenir compte de leurs intérêts.

73. La délégation vénézuélienne condamne les politiques interventionnistes des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, qui cherchent à influencer l'action au niveau local, à renverser l'ordre constitutionnel et à mener des opérations secrètes pour amener des changements de régime dans le pays. Elle se dit préoccupée par la tendance croissante du Service des informations des Nations Unies et du compte Twitter de l'Organisation, en particulier le compte en espagnol, à porter des jugements lorsqu'ils décrivent les événements. Elle fait part de ses inquiétudes au Département depuis 2018, avec preuves à l'appui, et espère qu'il y sera enfin donné suite afin de préserver la crédibilité et le professionnalisme de l'ONU comme source responsable, impartiale, objective et non politisée d'informations vérifiées. L'ONU ne doit pas être utilisée comme une plateforme permettant de commettre des actes d'agression contre des États souverains ou de promouvoir des formes de sensationnalisme ou de propagande favorisant la méfiance, portant atteinte à la coopération et cherchant à renverser des gouvernements légitimes afin de promouvoir les intérêts nationaux d'autres puissances. La délégation de l'intervenant est donc favorable à l'élaboration d'un code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique, avec la pleine participation des États Membres, dans le cadre d'un processus ouvert, inclusif et transparent. Elle condamne toute utilisation malveillante des technologies, notamment d'Internet et des médias sociaux, à des fins de diffusion de désinformation et d'ingérence dans les affaires intérieures des États au moyen de cyberattaques lancées contre des infrastructures vitales.

74. **M. Elhomosany** (Égypte) déclare que sa délégation félicite le Département pour les efforts qu'il déploie pour mieux faire connaître le problème de la mésinformation et le combattre. Pour parvenir à s'acquitter des tâches qui lui incombent, le Département doit préserver le multilinguisme dans toutes ses activités en veillant à ce que les centres d'information des Nations Unies mènent des activités de communication stratégique dans les langues officielles et des langues non officielles. Il est essentiel d'appuyer les centres d'information dans leurs efforts de mise en œuvre d'une stratégie de communication globale, en particulier dans les domaines prioritaires que sont la paix et la sécurité, le développement durable, la consolidation de la paix, les droits humains et les changements climatiques. Le Département doit aussi continuer de renforcer ses capacités, par l'intermédiaire notamment de son programme de formation destiné aux journalistes palestiniens. La délégation égyptienne accueille favorablement la décision de renommer le programme en l'honneur de la journaliste palestinienne feu Chirine Abou Aklé.

75. L'utilisation des médias sociaux à des fins de diffusion de la mésinformation et d'incitation à la violence, à la haine, à l'extrémisme et au terrorisme exacerbe les conflits et l'instabilité au Moyen-Orient. Il faut trouver un équilibre entre le droit à la liberté d'expression, garanti par le droit international, et la nécessité de promouvoir la sécurité et la stabilité et d'empêcher les groupes terroristes d'utiliser les médias sociaux. Afin de lutter contre la mésinformation, la stratégie de communication du Département devrait se concentrer sur le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies, notamment du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États ainsi que de leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

76. **M. Tekreeti** (Iraq) souligne que le Département a apporté une réponse louable à un éventail de défis nouveaux et persistants, notamment en élargissant la portée de mesures telles que l'initiative Verified. Sa délégation espère qu'il collaborera avec les États Membres et les entités des Nations Unies compétentes pour promouvoir le multilatéralisme et mieux faire connaître les besoins humanitaires sans précédent dans le monde. L'ONU doit s'assurer que ses messages sont entendus clairement et que les informations diffusées sont exactes, étayées et impartiales.

77. Les médias jouent un rôle crucial dans la promotion de la coexistence pacifique, des droits humains, du dialogue et d'une culture de paix, de justice, d'amour et de respect mutuel. Il leur incombe de lutter contre la criminalité, notamment contre

l'utilisation des médias à des fins de promotion de la haine, de la violence, du racisme et des conflits. Le Gouvernement irakien a mis en œuvre des initiatives de lutte contre les informations fallacieuses et la mésinformation, les discours de haine et les stéréotypes négatifs. Il salue donc les efforts faits par le Département pour sensibiliser à la diversité culturelle et mettre en lumière des questions internationales importantes. Les entités compétentes des Nations Unies, notamment le Département, devraient s'assurer que leurs messages sont exacts, crédibles et étayés par des sources officielles. L'ONU devrait intensifier les efforts qu'elle déploie pour s'opposer aux médias qui incitent à la violence et à l'extrémisme. Les médias pourront, en jouant un rôle positif et efficace, apporter leur contribution à la promotion de la justice, de la paix, des droits humains et des libertés.

La séance est levée à 18 h 5.